

LES ENTREPRISES DU SECTEUR VIANDES DE BOUCHERIE

Cette étude s'appuie sur un échantillon de **89 entreprises** d'abattage découpe, ayant traité **3 millions de tonnes de viandes de boucherie**, soit **68% du marché national**. Ces entreprises ont atteint en 2005 un chiffre d'affaires cumulé de 9,9 milliards d'euros, représentant 66% du chiffre d'affaires du secteur estimé par le SCEES. Le chiffre d'affaires moyen de l'échantillon est de 111 millions d'euros (minimum : 2,4M€, maximum : 930,4M€).

Les résultats présentés portent sur les années 2003, 2004 et 2005.

Activité

Le porc est l'espèce dominante dans l'activité de l'échantillon : il représente 56% des tonnages traités contre 36% pour le gros bovin. Le veau de boucherie et l'ovin totalisent respectivement 4% et 3% des tonnages traités.

Comme le marché national (-0,4%), le tonnage traité par les entreprises de l'échantillon est en léger retrait en 2005, mais moins qu'en 2004. Les tonnages dans les principales espèces se maintiennent alors que la viande ovine traitée par l'échantillon régresse de 2,3%. **Le chiffre d'affaires est en revanche en croissance de 2,4%** en lien avec la hausse, pour la seconde année consécutive, des cotations nationales dans les secteurs bovin et porcin (+7,9% pour le gros bovin et +2,3% pour le porc). Les volumes découpés sont stables. Le taux de découpe des entreprises ovines spécialisées reste très éloigné (23%) de celui des autres échantillons (plus de 70% pour les échantillons bovin et porcin).

L'activité de transformation est surtout le fait des industriels du secteur bovin, 37% des tonnages de bœuf qu'ils traitent étant destinés à la fabrication de produits élaborés, contre 9% chez les industriels du porc et 3% chez les entreprises ovines. Les industriels bovins ont ainsi vendu 330.000 tpf de produits élaborés en 2005 (471.000 tpf pour l'ensemble de l'échantillon), dont 35% de steak haché surgelé, 25% de steak haché frais, 21% de viandes piécées et 7% de produits de saucisserie crue.

Les entreprises de l'échantillon ont pour premier client les GMS (53%). Le second débouché est l'exportation avec 3% du chiffre d'affaires. Au point de vue débouchés, les orientations sont variables selon les espèces : pour les industriels bovins, les GMS sont des clients incontournables (62% de leur chiffre d'affaires est réalisé avec la grande distribution), puis la RHD (15%), tandis que les industriels du porc ne font que 12% de leur chiffre d'affaires avec les GMS. Ils sont par contre les champions de l'export, avec 24 % du chiffre d'affaires. L'industrie charcutière leur assure un bon tiers de leur chiffre.

En 2005, l'effectif salarié baisse pour la seconde année consécutive de 1% ; c'est moins que pour l'ensemble des IAA.

Rentabilité

Dans un contexte de production en baisse, de consommation stable voire en léger repli et de hausse des cours à la production, les entreprises de l'échantillon ont connu une année moins rémunératrice que 2003 et 2004. Le résultat courant avant IS de l'échantillon global s'établit à 0,7% de la production, contre 1% en 2004. La CAF est toujours en dessous de 2% de la production. Ces résultats sont très en dessous de ceux générés par l'ensemble des IAA (respectivement 4% et 4,4% de la production).

Seules les entreprises industrielles du secteur bovin continuent à générer un résultat courant supérieur à 1% de la production. Tous les autres échantillons **bovins et porcins** présentent un résultat courant inférieur à 0,5% de la production et pour certains, négatif : ce sont notamment les grosses entreprises régionales (abatteurs découpeurs de – de 30 000 t en porc et abatteurs découpeurs régionaux en bovin) qui peinent chaque année à équilibrer leur exploitation. Leur résultat courant s'établit à -1,4% et -0,2% respectivement en 2005.

Le résultat courant des **entreprises ovines** est également faible et décroît sur la période : 0,6% en 2005 contre 0,8% en 2004.

La CAF des entreprises porcines est comme le résultat courant inférieure à celle de l'échantillon bovin en 2005 (1,4% contre 1,7%) alors qu'elle était supérieure en 2004.

Notons enfin que la **productivité de la main d'œuvre (VA/effectif) est stable dans tous les secteurs mais enregistre des baisses notables dans certains échantillons**. Les entreprises ovines restent en tête avec 54 000 €/salarié contre 45 000 € pour les spécialistes du bovin et 39 000 € pour les entreprises porcines. Les abatteurs découpeurs de moins de 30.000 t dans le porc ainsi que les abatteurs découpeurs régionaux et locaux subissent une dégradation de ce ratio de l'ordre de 4000 €/salarié. ■

Le ratio VA/immobilisations brutes qui illustre la rentabilité de l'outil de production est également en baisse pour la plupart des échantillons en lien avec la dégradation de la rentabilité. Enfin, la rentabilité économique est insuffisante pour que l'endettement ait une incidence positive sur la rentabilité financière des entreprises.

L'effort d'investissement est notable (2,1% de la production, contre 2,7% pour l'ensemble des IAA), nettement soutenu par les projets des industriels du secteur : les industriels bovins ont consacré 5% de leur production à l'investissement contre 3,3% pour les industries porcines. L'autofinancement représente environ 40% du coût de ces investissements contre 77% pour l'échantillon global.

Cet effort d'investissement est en partie la conséquence des restructurations de grande ampleur observées dans le secteur au cours de ces 3 exercices. Ceci est notamment vrai dans le secteur bovin, dans lequel tous les échantillons ont connu pour bon nombre de leurs entreprises des opérations de fusion absorption, de rachat ou d'extension d'activité (construction de nouvelles usines, tournées vers l'élaboration). Au sein de l'échantillon des industriels du bovin, l'activité de l'entreprise moyenne croît de 15 000 tec entre 2003 et 2005. Ces structures continuent donc à prendre de l'ampleur dans le paysage industriel français.

Dans le secteur porcin, les opérations de fusion absorption sont également nombreuses. Il s'agit dans la plupart des cas de regroupements d'activités, visant à la spécialisation des sites et des entreprises, au sein de groupes d'envergure nationale.

Les **immobilisations corporelles sont de manière générale vieillissantes**, en particulier celles des transformateurs industriels et des abatteurs découpeurs régionaux du secteur bovin qui sont à la limite de la norme admise. Les investissements réalisés en 2003 et 2004 par les entreprises ovines leur permettent de présenter au contraire un bon ratio.

Structure financière

Malgré une rentabilité fluctuante et plutôt d'un faible niveau, les entreprises du secteur présentent une structure financière stable, basée sur des capitaux propres suffisants (41% de l'actif total et 113% de l'actif immobilisé) et un recours modéré à l'endettement : l'endettement financier net représente entre 1/5 et 1/4 des capitaux propres et la capacité dynamique de remboursement est excellente hormis pour les abatteurs découpeurs porcins de moins de 30 000 t. Le coût de la dette est maîtrisé (de l'ordre de 15%) hormis pour les entreprises ovines, les abatteurs découpeurs bovins régionaux et les abatteurs découpeurs porcins de petite taille. Les premiers ont réalisé d'importants investissements en 2004, financés en partie par des emprunts, les seconds affichent un EBE quasi nul en 2005 en lien avec la baisse de la marge brute, les troisièmes dégagent une rentabilité insuffisante depuis plusieurs années.

Le fonds de roulement, qui s'établit à 2,6% de la production, couvre 73% du BFR ce qui est d'un bon niveau. L'échantillon ovin présente une couverture supérieure à 100%. Ce n'est plus le cas des abatteurs découpeurs bovins régionaux et locaux en 2005 dont le BFR augmente. Les abatteurs découpeurs porcins de moins de 30 000 t sont encore au-dessus des 100%, même si ce taux a bien diminué en lien avec la baisses des capitaux propres cumulée à une croissance du BFR.

En conclusion, l'année 2005 aura vu la poursuite des restructurations engagées, dans un contexte économique peu favorable à l'amélioration de la rentabilité : prix à la production élevés, consommation stable et hausse des charges unitaires supérieure à celle de la marge. Les équilibres financiers ont cependant été préservés et l'investissement a été dynamique, bien que le fait des sociétés les plus grandes.

Au 30 septembre 2006, les échantillons étudiés dans l'indicateur trimestriel de l'OFFICE DE L'ELEVAGE présentent tous un résultat courant en progression par rapport à 2005, en particulier les entreprises ovines. Celui des abatteurs découpeurs de porcs reste cependant négatif.